



OFFICE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE N° F/13xxx¹/DA-SAFA

N° ENGAGEMENT JURIDIQUE CHORUS : EJ XXXXXX²

LOT 1 : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE (DO) – Bâtiments H2 ET O – Palaiseau

Personne publique	ONERA Siège social : Chemin de la HUNIERE - 91120 Palaiseau
Objet du marché :	Prestation de services d'assurances
Procédure :	Marché passé en procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

¹ Le numéro de marché sera renseigné au moment de sa notification au titulaire.

² Ce numéro sera également renseigné au moment de la notification du marché au titulaire.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2 - Objet du marché	4
1.3 - Décomposition en lots	5
1.4 - Prise d'effet du marché et délai d'exécution	5
1.5 - Forme du marché	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 3 - REGLEMENT DES COMPTES	6
3.1 - Présentation des demandes de paiements	6
3.2 - Conditions et délais de paiement	7
3.3 - Mode de transmission des factures	7
ARTICLE 4 - PRIX DU MARCHÉ	7
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
4.2 - Variations dans les prix	8
4.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché	8
4.2.2 - Clauses de variation des prix	8
ARTICLE 5 - DISCRETION – SECURITE – ACCES AU CENTRE ONERA	8
5.1 - Discretion	8
5.2 - Sécurité-sureté	9
5.2.1 - Accès à l'ONERA – intervenants du titulaire	9
5.2.2 - Protection des données à caractère personnel récoltées par l'ONERA	10
5.2.3 - Consignes de sureté, sécurité, environnement	10
5.3 - Hygiène et sécurité des travailleurs	10
ARTICLE 6 - EQUIPE DEDIEE	10
ARTICLE 7 - MODIFICATION DU MARCHÉ / CLAUSE DE REEXAMEN	11
7.1 - Modification à caractère technique en cours d'exécution	11
7.2 - Marchés similaires	11
ARTICLE 8 - ASSURANCES	11
ARTICLE 9 - NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE	12
ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHÉ	12
10.1 - Résiliation pour causes extérieures aux parties	12
10.2 - Résiliation pour événements extérieurs au marché	12
10.3 - Résiliation pour faute du titulaire	12

10.4 - Résiliation pour redressement et liquidation judiciaire	13
ARTICLE 11 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
11.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	13
11.2 - Obligations de l'ONERA	13
11.3 - Obligations du titulaire	14
11.3.1 - Droit d'information des personnes concernées	14
11.3.2 - Exercice des droits des personnes	14
11.3.3 - Notification des violations de données à caractère personnel	14
11.3.4 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ONERA de ses obligations	15
11.3.5 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	15
11.3.6 - Sort des données	15
11.3.7 - Délégué à la protection des données	15
11.3.8 - Registre des catégories d'activités de traitement	15
11.3.9 - Documentation	16
11.3.10 - Obligations de l'ONERA	16
ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE	17
ARTICLE 14 - AUDIT ET TRAITEMENT DES NON-CONFORMITES	17
ARTICLE 15 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	18
15.1 - Situation fiscale et parafiscale du titulaire	18
15.2 - Etat annuel des certificats reçus et lutte contre le travail illégal	18
15.3 - Mise à disposition des pièces et attestations par le titulaire	19
ARTICLE 16 - LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES	19
16.1 - Loi applicable	19
16.2 - Règlement des litiges	19
ARTICLE 17 - CLAUSE RSE	19
ARTICLE 18 - CONFORMITE	20
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	20

ANNEXE 1 : ATTESTATION DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGALE

ANNEXE 2 : ACCORD DE CONFIDENTIALITÉ NDA (LOT1) SIGNE ENTRE LES PARTIES LE XX/09/2025 ET DE REFERENCE XXXXX³

³ Sera complété au moment de la notification au titulaire

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS DU MARCHÉ

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

ONERA

Siège social :
Chemin de la HUNIERE
91120 Palaiseau

1.2 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives et particulières (CCAP) concernent la garantie suivante :

INTITULE DES GARANTIES

DOMMAGES OUVRAGE (DO) – Bâtiments H2 ET O

Caractéristiques du chantier H2 ET O :

Le projet PRISME vise à centraliser les activités de l'ONERA sur le site de Palaiseau en regroupant les équipes des centres de Châtillon et Meudon.

Dans ce cadre, le bâtiment H, initialement conçu pour la recherche mais devenu aujourd'hui un espace de stockage et un studio de musique, sera démoli en raison de son état technique et de sa configuration inadaptée aux besoins modernes. Il sera remplacé par un nouveau bâtiment, nommé H2, qui accueillera les instances représentatives du personnel (IRP) et le Comité d'Établissement (CSE) relocalisés depuis le site de Châtillon. Ce nouveau bâtiment sera idéalement situé au cœur du centre, à proximité du restaurant d'entreprise, permettant un meilleur confort et une meilleure organisation pour ces services.

Parallèlement, le bâtiment O, qui abrite le restaurant d'entreprise construit en 2010, devra être restructuré et adapté pour répondre à une augmentation significative de sa capacité d'accueil. En effet, le regroupement des personnels franciliens portera la fréquentation du restaurant de 600 à près de 900 convives par jour. Des aménagements logistiques, ainsi que des améliorations des espaces de production, de distribution et de restauration, sont donc prévus pour garantir un service efficace et de qualité.

L'ensemble de ces travaux s'inscrit dans une démarche globale de rationalisation et d'optimisation des infrastructures de l'ONERA, avec un objectif fort de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du site, de modernisation des équipements et d'amélioration des conditions de travail pour l'ensemble du personnel. Le projet PRISME est ainsi un levier essentiel pour assurer la pérennité et le développement des missions de recherche appliquée et d'innovation aérospatiale de l'Office.

1.3 - Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti (pas d'identification de prestations distinctes) :

INTITULE
DOMMAGES OUVRAGE (DO) – <u>Bâtiments H2 ET O</u>

1.4 - Prise d'effet du marché et délai d'exécution

Prise d'effet du marché :

- ✓ Le marché prend effet à compter de sa date de notification

Durée des garanties :

- ✓ Pour la dommage ouvrage, 10 ans, à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Les délais d'exécution de l'ensemble des prestations sont indiqués au sein du Cahier des clauses techniques particulières et du Mémoire Technique remis par le titulaire.

1.5 - Forme du marché

Il s'agit d'un marché de services d'assurances pour le compte de l'ONERA. La classification principale et communautaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

- Dommages-ouvrage (DO) : **66515000-3**

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels du marché sont établis en autant d'exemplaires originaux, signés électroniquement, que le nombre des Parties, étant précisé qu'en cas de groupement la notification d'un exemplaire original unique est effectuée au seul mandataire du groupement. Les exemplaires conservés dans les archives de l'ONERA font foi.

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes n°1 « réserves faites au cahier des clauses techniques particulières » et n°2 « co-traitance » dont l'original conservé dans les archives de l'ONERA fait seule foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), dont l'original conservé dans les archives de l'ONERA fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) intitulé ONERA-CCTP-DO-H2 ET O, dont l'original conservé dans les archives de l'ONERA fait seule foi ;
- Les conditions générales et conventions spéciales de l'Assureur, éventuellement jointes ;
 - En cas de contradiction entre les pièces, la clause la plus favorable bénéficie à l'assuré.
- Le mémoire technique et le mémoire RSE du titulaire.

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document n'est pas fourni par l'ONERA, mais le candidat est réputé en avoir pris connaissance et bien les connaître.⁴

ARTICLE 3 - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Présentation des demandes de paiements

Outre les mentions légales, les factures afférentes au marché porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- La date,
- Les références du marché (n° de marché ONERA (F/13xxx) et CHORUS (EJxxxxxx)),
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- La désignation exacte des services proposés
 - le (ou les) n° d'engagement
 - le N° SIRET

⁴ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

- Le montant total HT,
- Le taux et le montant des taxes d'assurance,
- Le montant total TTC.

3.2 - Conditions et délais de paiement

Le mode de règlement des appels de prime choisi est le virement. Il interviendra dans les **30 jours** suivant la réception de la facture.

La prime d'assurance est payée, en un seul terme à échoir à la date de notification du contrat qui couvre l'opération, par l'ONERA en la personne de son représentant légal dûment habilité dans les conditions prévues par le code des assurances sur présentation préalable de la quittance de prime dûment acceptée par l'ONERA.

Le comptable assignataire des paiements est l'Administrateur Général des Finances Publiques, Agent Comptable de l'ONERA, 29 avenue de la Division Leclerc – CS90027 – 92322 CHATILLON Cedex.

3.3 - Mode de transmission des factures

Le titulaire doit impérativement envoyer sa facture selon le mode de transmission par voie dématérialisée.

Elles doivent être libellées au nom de l'ONERA – Agence comptable et comportent impérativement le numéro du présent marché.

Le titulaire doit déposer ses factures sur le portail CHORUS PRO à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour adresser ses factures à l'ONERA, il doit saisir impérativement le n° de SIRET de son siège social à Palaiseau à savoir : 775 722 879 00084 et le numéro d'engagement juridique CHORUS indiqué sur la 1^{ère} page du présent du document.

Pour toute information relative à la facturation ou aux paiements : agence-comptable@onera.fr

ARTICLE 4 - PRIX DU MARCHE

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, de courtage ou autres frappant obligatoirement la prestation et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Ils sont réputés complets. Ils comprennent toutes les prestations nécessaires à la bonne mise en œuvre du marché.

Par ailleurs, les prix couvriront l'ensemble des frais et charges occasionnés et, notamment, les frais de déplacement et de séjour, ainsi que tous les frais généraux et fiscaux, et l'ensemble des prestations informatiques et de remise des documents sur support papier et informatique.

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire dont le libellé est donné selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Variations dans les prix

4.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres finales. Ce mois est appelé "mois zéro".

4.2.2 - Clauses de variation des prix

5.2.2.1 - Taux de prime

Les conditions de variation des taux de prime sont indiquées au présent document et/ou le cas échéant dans l'offre de l'assureur.

La prime est fixée par un taux appliqué sur le montant hors taxes du coût de construction (travaux + honoraires) objet de la garantie.

Le montant des primes figurant dans l'acte d'engagement est ferme et définitif. Il ne pourra subir de variations que dans les seuls cas limitatifs ci-après :

- si le coût définitif du montant des travaux HT y compris les honoraires HT est différent du coût du montant prévisionnel des travaux, le montant de la prime de révision sera calculé en plus ou moins sur la différence ;
- si le projet subit des modifications constituant une aggravation du risque initial.

Le marché d'assurance fera alors l'objet d'un avenant.

L'avenant fixera le montant définitif de la prime en fonction du coût HT réel et définitif des travaux ayant servi d'assiette au calcul de la prime prévisionnelle dans l'hypothèse évoquée ci-dessus.

5.2.2.2 - Régularisation de la prime

Une régularisation interviendra à la fin des travaux par l'application du taux au montant définitif du coût de construction que l'assuré s'engage à communiquer à l'assureur 3 mois après l'arrêté définitif des comptes et, en tout état de cause, 12 mois après la réception sauf impossibilité administrative.

Il est convenu que, dans le cas où le montant définitif du coût de construction ne varie pas dans une proportion supérieure à $\pm 2 \%$ du montant prévisionnel déclaré, il ne sera procédé à aucune régularisation de la prime.

ARTICLE 5 - DISCRETION – SECURITE – ACCES AU CENTRE ONERA

5.1 - Discrétion

En complément de l'article 5.1 du CCAG susvisé, il est rappelé que l'article R3423-4 du code de la défense dispose que :

« Pour la sauvegarde tant des secrets touchant la défense que des intérêts économiques de l'ONERA, [...] toutes personnes [...] appelées à travailler pour lui, à quelque titre que ce soit, sont tenu(e)s d'observer la discrétion la plus absolue en ce qui concerne les délibérations, échanges de vues et travaux dont ils ont connaissance.

A cet effet, ils doivent veiller à la protection des secrets et des informations concernant la défense nationale dans les conditions prévues par les articles R.2311-1 et suivants du code de la défense

relatif à la protection du secret de la défense nationale ainsi que par la réglementation prise pour son application.

Sans préjudice des poursuites pénales pouvant être exercées pour violation du secret professionnel ou de secrets touchant la défense, l'exclusion immédiate et sans indemnité pourra être prononcée au cas de manquement aux obligations résultant du présent article. »

Cette obligation s'applique donc au titulaire et à ses personnels pour ses activités au titre du présent marché et il y restera tenu après l'expiration de celui-ci.

5.2 - Sécurité-sureté

Conformément aux articles 5.3 et 5.4 du CCAG, le titulaire et ses éventuels sous-traitants s'engagent à respecter les formalités d'accès exposées ci-après et les éventuels aménagements qui pourront être imposés à l'ONERA par son organisme de tutelle ou une modification des textes réglementaires en vigueur.

5.2.1 - Accès à l'ONERA – intervenants du titulaire

Les préposés du titulaire ou toute autre personne appelée à accéder physiquement ou virtuellement à un centre ONERA, à sa demande et sous sa responsabilité, doivent avoir été préalablement agréés par ce dernier.

Pour cela, le titulaire est tenu de confirmer au responsable technique du présent marché, **l'identité des personnels** (cotraitant(s) et sous-traitant(s) inclus, le cas échéant), appelés à accéder à un centre ONERA au titre du présent marché avec un préavis de 2 jours ouvrés minimum (pour les intervenants de nationalité issue de l'Union Européenne) ou 1 mois minimum (pour les autres Nationalités). Il doit également préciser les **date(s) et heure(s) de l'intervention** et fournir une **copie de la pièce d'identité** de chaque intervenant, en cours de validité (*nota : le seul permis de conduire ne constitue pas une pièce suffisante*).

Le jour de l'intervention, les personnels intervenants doivent se présenter à l'accueil visiteur du centre ONERA concerné munis de leur pièce d'identité (pièce originale, celle dont une copie a été fournie au préalable).

Le coordonnateur est l'Officier de sécurité du centre concerné.

Sans avoir à en donner les motifs, l'ONERA peut à tout moment décider de refuser l'accès à un salarié ou de lui retirer l'autorisation d'accès avec obligation de remplacement, et ce notamment dans le cadre d'une évolution imposée par la tutelle de l'ONERA (le ministère des Armées) impliquant les intérêts essentiels de sécurité de l'Etat. La gestion des litiges avec le personnel qui trouveraient leur source dans une telle décision est du ressort du titulaire.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne peut être acceptée par ou exigée de l'ONERA, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sureté et sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle (résiliation du marché aux torts du titulaire conformément aux dispositions de l'article correspondant du CCAG), sans préjudice des sanctions pénales.

5.2.2 - Protection des données à caractère personnel récoltées par l'ONERA

Conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG, les données et informations personnelles récoltées par l'ONERA pour l'application du présent Article sont gérées conformément à la réglementation européenne et française en vigueur et applicable au traitement des données à caractère personnel (cf. Article 11 ci-après).

5.2.3 - Consignes de sureté, sécurité, environnement

Le titulaire s'engage à respecter les consignes générales de sureté, sécurité et environnement de l'ONERA et toutes autres consignes qui lui seront fournies par le responsable technique du présent marché ou par l'Officier de sécurité du centre ONERA concerné.

5.3 - Hygiène et sécurité des travailleurs

Les prestations à effectuer par le titulaire dans le(s) centre(s) ONERA entrent dans le champ d'application des textes fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure. L'ONERA assume donc les obligations de l'entreprise utilisatrice et le titulaire celles de l'entreprise extérieure.

L'exécution de ces obligations incombe au directeur du centre concerné.

L'accès du médecin du travail de l'entreprise extérieure aux postes de travail occupés ou susceptibles d'être occupés par les salariés de cette entreprise peut se faire dans le cadre des dispositions des textes. Les procédures et consignes de sécurité en vigueur à l'ONERA pour les visiteurs doivent alors être respectées.

Le titulaire fait connaître à l'ONERA le nom de son représentant dans les huit jours suivant la notification du marché.

ARTICLE 6 - EQUIPE DEDIEE

Le titulaire unique du marché ou le mandataire du groupement en cas de groupement s'engage à maintenir l'équipe présentée dans le mémoire remis à l'appui de son offre.

Si une personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, en cours d'exécution, **le titulaire doit en aviser immédiatement l'ONERA**, veiller à la remplacer dans les conditions ci-dessous et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, il doit désigner un remplaçant et en communiquer le nom et les qualifications à l'ONERA, dans un délai de **15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent**. Le remplaçant est considéré comme accepté si l'ONERA ne le récuse pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'ONERA récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un autre remplaçant et l'en informer.

Lorsque le changement est accepté par le groupement, la période minimale de recouvrement, pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives au marché est fixée à :

- dix (10) jours minimum à compter de l'acceptation du remplaçant.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DU MARCHE / CLAUSE DE REEXAMEN

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L 2194-1 du Code de la commande publique, pourront être dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence, sans considération pour leur montant, les modifications suivantes :

- Changement de dénomination sociale du titulaire ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle manifeste ;
- Élargissement des compétences obligatoires ou optionnelles ;

7.1 - Modification à caractère technique en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, l'ONERA peut demander au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS, le titulaire doit fournir à l'ONERA, préalablement à toute exécution des modifications, un devis détaillé, indiquant, le cas échéant, les modifications de prix et de délais à prévoir ; le délai de remise du devis ne doit pas excéder une (1) semaine à compter de la demande de modifications par l'ONERA.

Le cas échéant, les modifications des prestations ne peuvent affecter les prix du marché que si elles ont été notifiées au titulaire avant tout début d'exécution par un avenant.

7.2 - Marchés similaires

L'ONERA se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

En application de l'article 9 du CCAG-FCS, dans le cadre du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours décomptés à partir de la réception de la demande, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 9 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché en fait la demande par écrit à l'ONERA.

Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée par le représentant de l'ONERA, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Il est précisé que le titulaire d'un marché ou le sous-traitant agréé, ne peut céder ou nantir ses créances qu'à concurrence des sommes qui lui sont dues au titre des prestations qu'il effectue en propre.

L'ONERA n'aura connaissance de la cession de créance que si le cessionnaire lui notifie la cession. Pour faciliter la notification l'ONERA recommande l'usage du certificat de cessibilité fourni par ses soins. A défaut de notification, il ne pourra pas être reproché à l'ONERA d'avoir réglé la créance auprès du titulaire du marché ou du sous-traitant agréé et les sommes ne pourront être réclamées qu'auprès du cédant.

Si une même créance est cédée plusieurs fois, l'ONERA paye la créance au premier cessionnaire.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE

Outre les conditions de résiliation indiquées au CCTP (le cas échéant), les autres cas de résiliation du marché sont définis au Chapitre 7 du CCAG-FCS et notamment dans les cas suivants :

10.1 - Résiliation pour causes extérieures aux parties

Le marché peut être résilié pour les raisons suivantes lorsqu'elles ne découlent pas du fait des parties :

- 1) Impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement de force majeure tel que défini par la jurisprudence.

10.2 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

Le marché peut être résilié pour les raisons suivantes :

- 1) Dans le cas où, le marché étant conclu avec une personne physique seule, celle-ci viendrait à décéder ou serait frappée d'incapacité ;
- 2) Lorsque la personne morale titulaire fait l'objet d'une dissolution ou d'une fusion.

10.3 - Résiliation pour faute du titulaire

Le marché peut être résilié pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- 1) Lorsque le titulaire n'a pas respecté les obligations légales ou réglementaires qui s'imposaient à lui et plus généralement en cas de non-respect des dispositions de l'article 18 ci-après ;
- 2) Lorsque les documents fournis pour la sélection des candidatures au titre de l'article R2143-3 du code de la commande publique s'avèrent inexacts ;
- 3) Lorsque les documents fournis pour l'attribution du marché au titre des articles R2143-5 à R2143-9 du code de la commande publique s'avèrent inexacts ;
- 4) Dans le cas où le titulaire ne fournit pas ou refuse de fournir les pièces demandées au titre des articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail ;
- 5) Dans le cas où l'ONERA découvre que le titulaire faisait l'objet d'un motif d'exclusion de la procédure de passation au sens des articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 10 du code de la commande publique, au moment de l'attribution du marché ;
- 6) Dans le cas où le titulaire n'a pas respecté les obligations relatives à la sous-traitance ;
- 7) Lorsque le titulaire n'a pas communiqué son changement de forme juridique, de dénomination, de raison sociale, d'adresse et que ce changement est de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- 8) Lorsque le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance visées au CCAP ;
- 9) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- 10) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.

10.4 - Résiliation pour redressement et liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire de la personne morale titulaire, les dispositions du code de commerce sont applicables.

ARTICLE 11 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 « le règlement européen sur la protection des données ».

11.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ONERA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

De même, l'ONERA est autorisé à traiter pour le compte du titulaire les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du contrat (notamment cf. Article 5.2 ci-avant).

11.2 - Obligations de l'ONERA

L'ONERA s'engage et engage son personnel, ayant à en connaître, à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que l'exécution du Marché y compris pour réaliser ou faire réaliser les enquêtes nécessaires aux autorisations d'accès au(x) centre(s) ONERA concerné(s).

Les données transmises par le titulaire sont conservées pendant la durée Marché, sauf obligation légale de conservation. Ces données à caractère personnelles ne sont pas communiquées par l'ONERA à des tiers et ne sont pas utilisées à des fins de prospection commerciale, sauf consentement préalable et exprès des personnes concernées.

L'ONERA prend l'ensemble des mesures adéquates afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées. Le titulaire est informé que ses données sont hébergées sur le territoire de l'Union Européenne et ne sont pas transférées hors du territoire de l'Union

Européenne. Les personnels du titulaire disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données. Il dispose également d'un droit d'opposition ou de limitation du traitement le concernant et du droit de fournir des directives pour le sort de ses données après sa mort. L'exercice de ces droits peut s'effectuer à l'adresse suivante : dpo@onera.fr.

11.3 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'ONERA.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'ONERA. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'ONERA avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

11.3.1 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'ONERA de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

11.3.2 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'ONERA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique.

11.3.3 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'ONERA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

- par courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'ONERA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'ONERA, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'ONERA, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins et contient les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11.3.4 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ONERA de ses obligations

Le titulaire aide l'ONERA pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11.3.5 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.3.6 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel, sauf obligation légale de conservation.

11.3.7 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'ONERA le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

11.3.8 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'ONERA comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'ONERA,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.3.9 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'ONERA, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ONERA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11.3.10 - Obligations de l'ONERA

L'ONERA s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné sous-traitant, pour exécuter les prestations.

Le titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par l'ONERA.

Le titulaire du marché devra alors fournir à l'ONERA :

- La déclaration de sous-traitance (DC4)
- Capacité financière du sous-traitant : chiffre d'affaires hors taxes des trois dernières années
- Capacité technique du sous-traitant : moyens humains et matériels et liste des références au cours des 3 dernières années ;
- Capacité professionnelle du sous-traitant : Attestations d'assurances de responsabilité civile et professionnelle et copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure étrangère équivalente ;
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner) ;
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il respecte l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le sous-traitant a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles D8222-5 et L8222-1 du code du travail (Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;
- Un relevé d'identité bancaire ou postal.

Si le sous-traitant est établi à l'étranger, il doit également fournir :

(Les documents et attestations doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française).

Les pièces prévues à l'article D8222-7 du code du travail (Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché)

Le silence de l'ONERA gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'ensemble des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où le sous-traitant mène des activités de traitement spécifiques (au sens RGPD), désigné « sous-traitant ultérieur », il est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'ONERA et notamment celles de l'Article 11. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ONERA de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE

Les parties conviennent que les dispositions du présent marché ne prennent en compte ni les mesures spécifiques ni les conséquences liées à un cas de force majeure.

Par dérogation aux articles 13.3.1 et 40.1 du CCAG-FCS, dans le cas où l'exécution des prestations du marché serait modifiée du fait d'une circonstance extérieure, imprévisible et irrésistible, caractérisée de force majeure, les dispositions ci-après s'appliquent :

- la partie dont l'exécution des obligations serait modifiée (ci-après "Partie empêchée") informe dans les meilleurs délais les responsables techniques, achats et/ou commerciaux de l'autre partie (ci-après "Autre Partie") cités aux renseignements préalables du présent marché, par tout moyen avec accusé de réception, en indiquant la preuve de l'implication de la force majeure, les obligations contractuelles concernées et toutes les conséquences en résultant ;
- la partie empêchée ne sera pas tenue pour responsable de la non-exécution de l'une quelconque de ses obligations dans la mesure où elle démontre que cette non-exécution est due à un empêchement indépendant de sa volonté causé par le cas de force majeure. Dans ce cas, l'exécution de l'obligation empêchée et des actions en résultant est suspendue le temps de cet empêchement à compter de sa communication avec accusé réception ;
- les parties s'engagent à renégocier de bonne foi les termes du présent marché et feront les meilleurs efforts afin de rendre possible l'exécution de ce dernier, selon des aménagements à définir d'un commun accord et à formaliser par un avenant au présent marché, le cas échéant.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, le marché pourra être résilié dans le respect des conditions de l'article 43.1 du CCAG-FCS et avec un préavis d'un mois.

ARTICLE 14 - AUDIT ET TRAITEMENT DES NON-CONFORMITES

L'ONERA est certifié ISO 9001 : 2015.

Dans ces conditions, l'ONERA peut procéder, sous réserve d'un préavis raisonnable, à un audit du titulaire, qui s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour faciliter les vérifications idoines. Le plan d'audit est préalablement établi conjointement avec le titulaire.

En cas de non-conformité d'un produit ou d'un service, le titulaire traitera le produit ou le service non-conforme de l'une ou plusieurs des manières suivantes :

- en menant des actions permettant d'éliminer la non-conformité ;
- en menant des actions permettant de limiter les effets potentiels ou réels de la non-conformité ;
- en autorisant l'acceptation du produit ou du service par dérogation accordée par une autorité compétente ou par le client ;
- en menant des actions permettant d'éviter une nouvelle occurrence de la non-conformité.

ARTICLE 15 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

15.1 - Situation fiscale et parafiscale du titulaire

Le titulaire du présent marché certifie, sous peine de résiliation de plein droit dudit marché, que la société qu'il représente ne tombe pas sous le coup de l'interdiction résultant de l'article 50 modifié, de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 et du décret n°54-82 du 22 janvier 1954 pris pour son application.

15.2 - Etat annuel des certificats reçus et lutte contre le travail illégal

Le titulaire s'engage à fournir à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus, et les attestations sur l'honneur prévus aux articles L8222-1, D8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D8222-7 et 8 (si le titulaire est établi à l'étranger), D8254-2 à 5 et L5212-1 du Code du Travail.

A ce titre, le titulaire transmet :

- l'attestation sur l'honneur jointe, relative au renforcement de la lutte contre le travail dissimulé ou illégal, qui constitue l'annexe 1 du marché certifiant :
 - l'absence de condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire,
 - que les prestations accomplies pour le compte de l'ONERA sont réalisées avec des salariés régulièrement employés,
- la liste nominative de tous les salariés étrangers du titulaire soumis à autorisation de travail,
- une attestation de régularité fiscale émanant de la direction générale des finances publiques pour l'année en cours (ou un équivalent),
- l'attestation de vigilance « attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales » émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (notamment l'URSSAF), datant de moins de six mois (ou un équivalent),
- lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants-:
 - son numéro unique d'identification (n° SIREN délivré par l'INSEE),
 - ou, à défaut, notamment s'il est étranger, tout document justifiant de son immatriculation, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine, datant de moins de trois mois,

Cette obligation s'applique également à l'ensemble des cotraitants et des sous-traitants éventuels du titulaire.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire (résiliation pour faute dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS).

15.3 - Mise à disposition des pièces et attestations par le titulaire

Les pièces et attestation mentionnées ci-avant et à l'Article 8 du marché sont à transmettre par le titulaire au correspondant achat de l'ONERA au plus tard à la date de notification du présent marché.

A des échéances données, le titulaire sera invité à déposer sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'ONERA, certaines des pièces et attestations mentionnées ci-avant et à l'Article 8, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (notamment, INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur le compte du titulaire.

ARTICLE 16 - LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES

16.1 - Loi applicable

Le marché est régi et interprété conformément aux lois françaises.

16.2 - Règlement des litiges

Le marché est régi et interprété conformément aux lois françaises.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, en cas de différend découlant du marché ou lié à celui-ci, les parties s'efforcent d'abord de le résoudre à l'amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de notification par une partie de ce différend à l'autre partie. La partie plaignante envoie à l'autre partie une notification écrite détaillée identifiant toutes ses réclamations et son différend. Les parties conviennent de se rencontrer directement à l'ONERA.

A défaut, le différend sera définitivement réglé devant le tribunal administratif de Versailles.

La langue utilisée pour toute discussion sera le français.

ARTICLE 17 - CLAUSE RSE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à adopter une démarche responsable et durable en matière environnementale, conformément aux principes de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et aux attentes de l'ONERA.

Le titulaire doit notamment mettre en place les mesures suivantes :

1. Allègement des flux numériques

Le titulaire doit déployer un espace de travail collaboratif sécurisé pour le partage d'informations et de documentation (contrats, attestations, rapports d'expertise, etc.), afin de limiter l'échange de courriels et de réduire le volume des données échangées conformément aux dispositions décrites dans son Mémoire Technique et RSE.

2. Politique Green IT

Le titulaire s'engage à adopter une politique de Green IT pour l'exécution du marché, conformément aux actions décrites dans son Mémoire Technique et RSE intégrant notamment :

- Le tri raisonné des données (suppression des doublons, archivage limité) ;
- L'optimisation des serveurs d'hébergement (choix de datacenters à faible empreinte carbone, alimentation verte des infrastructures numériques) ;
- Une gestion raisonnée des courriels (diffusion ciblée, limitation des pièces jointes lourdes) ;
- Le recyclage des équipements informatiques utilisés dans le cadre du marché.

Afin de garantir la transparence, le titulaire doit communiquer chaque année à l'ONERA, dans un délai d'un mois suivant la date anniversaire du marché :

- Sa politique informatique détaillée applicable à l'exécution du marché ;
- L'identification précise du ou des réseaux de stockage des données utilisés (datacenter, pays d'hébergement, certifications environnementales éventuelles).

À la demande de l'ONERA, le titulaire devra fournir tout justificatif attestant la mise en œuvre effective de ces engagements RSE sur les points soulevés ci-avant.

ARTICLE 18 - CONFORMITE

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des lois, règlements et normes applicables à l'exécution du marché, y compris, mais sans s'y limiter, les dispositions relatives à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, le respect des droits de l'homme et la protection de l'environnement. Le titulaire doit mettre en place des mesures adéquates pour garantir la conformité de ses activités avec les exigences légales et réglementaires en vigueur. Il s'engage également à respecter les principes éthiques et de bonne conduite dans le cadre de l'exécution du marché. En cas de non-conformité aux obligations énoncées dans cette clause, l'ONERA se réserve le droit de demander des explications au titulaire et, le cas échéant, d'exiger la mise en conformité dans un délai raisonnable. Si le titulaire ne remédie pas à la non-conformité dans ce délai, l'ONERA pourra résilier le marché pour faute. Le titulaire devra également informer l'ONERA de toute situation susceptible de compromettre sa conformité aux obligations légales et réglementaires, ainsi que des mesures prises pour y remédier.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du marché	Intitulé de l'article	Article du CCAG-FCS
Article 7.1	Modifications à caractère technique en cours d'exécution	23
Article 13	Force Majeure	13.3.1 et 40.1
Article 16	Règlement des litiges	46

Le titulaire,

Le Directeur des Achats

(Personne désignée en 1ère page) ou
(Une des personnes désignées en 1ère page)

Catherine AMOURET